



INFLATION

Dépenser moins et autrement, c'est possible !

Partout en France, des initiatives permettent de faire des économies, sans renier ni ses valeurs ni son confort. Nous vous présentons quelques-unes de ces solutions.

— Par **CYRIL BROSSET** et **ELSA CASALEGNO**

Les prix à la consommation n'en finissent pas de grimper. En septembre, ils ont encore augmenté de 6,1 % par rapport à l'année précédente, selon les chiffres de l'Observatoire de la consommation de l'UFC-Que Choisir. Jamais, depuis 30 ans, ils n'avaient connu une telle flambée. Le coup de chaud concerne tous les secteurs : l'alimentaire, les produits d'hygiène et de beauté, le gazole... Et, à l'approche de l'hiver, l'explosion des tarifs de l'énergie fait craindre le pire. Pour s'adapter, les Français limitent leurs déplacements et leurs sorties, baissent le chauffage... Ils mangent, en outre, moins de poisson, de viande rouge, de fromage, et se rendent plus souvent qu'avant dans les hypermarchés et chez les hard-discounters. Parfois même, ils achètent moins. D'après l'institut d'études Kantar, 65 % des ménages auraient réduit leur quantité de nourriture.

Rogner sur sa qualité de vie n'est pas une fatalité

Pourtant, face à ce renchérissement du coût de la vie, une autre voie existe. Des initiatives grâce auxquelles on peut consommer mieux et moins cher fleurissent un peu partout. Certes, un grand nombre d'entre elles ont émergé avant la hausse des prix. Leur principal objectif : participer à la protection de l'environnement ou créer du lien social. En ces temps d'inflation galopante, le fait qu'elles permettent également de dépenser moins prend tout son sens. La majorité de ces démarches vient du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) et, pour Thimothée Duverger, le directeur de la chaire Territoires de l'ESS à Sciences-Po Bordeaux (33),

cela n'a rien d'étonnant, car « l'ESS est l'économie de la sobriété, du local, de l'humain, et elle s'inscrit pleinement dans la transition écologique ». Ces initiatives ont beau être dans l'air du temps, elles ne rencontrent pas forcément le succès. « D'abord, le problème, c'est qu'elles sont dispersées et peu visibles », nuance Hugues Sibille, le président du think tank le Labo de l'ESS, qui œuvre à la promotion de l'économie sociale et solidaire. Ensuite, elles entrent en concurrence avec des entreprises lucratives très puissantes alors qu'elles sont peu orientées business. Et elles sont confrontées à une population ambivalente, qui réclame des modes de production plus respectueux des hommes et de la planète, mais qui souhaite aussi un magasin de hard-discount proche de chez elle. »

L'autre point noir de l'ESS ? Son financement. La plupart de ces démarches sont largement soutenues par la puissance publique à coups de subventions, dont la pérennité dépend du bon vouloir des élus locaux. Trouver un modèle économique stable s'avère indispensable si l'on souhaite leur assurer un avenir. « L'ESS a des solutions pour résister, à court et moyen terme, à la crise que nous traversons depuis cinq ans. Mais il faut qu'elle change de modèle sur le long terme. Afin que cela soit possible, l'État doit apporter son soutien à l'ESS », tente de sensibiliser Marthe Corpet, la responsable des affaires publiques d'ESS France. En attendant, Que Choisir est allé à la rencontre de ces acteurs engagés pour mettre en lumière leurs initiatives. Et, pourquoi pas, faire naître des vocations. ♦



SOMMAIRE

Alimentation	p. 49
Voyages et santé	p. 50
Travaux	p. 52
Équipement de la maison	p. 53
Loisirs et transports	p. 54



La Coop des Dômes, à Clermont-Ferrand (63), fonctionne grâce à ses adhérents bénévoles et cherche à promouvoir les circuits courts.



Alimentation

Le circuit des épiceries coopératives

De larges baies vitrées éclairent les travées de la supérette. Lilian, un trentenaire, rectifie l'alignement des paquets de pâtes et de riz sur les étagères en bois. Derrière une vitrine réfrigérée de fromages, Françoise, «jeune retraitée», recommande «les petits chèvres et les délicieux yaourts» d'une élèveuse. À la caisse, on se tutoie en échangeant des nouvelles. Les clients et le personnel sont chez eux, car ils sont tous adhérents de la Coop des Dômes, située à Clermont-Ferrand (63). Moyennant une cotisation annuelle de 5 à 25 € (au choix) et une permanence de deux heures et demie par mois, ils ont accès à plus de 2000 références. «L'idée a été lancée par un groupe d'amis, en 2016, raconte Stéphanie, membre historique de la structure. L'objectif était de se procurer des produits alimentaires locaux

de qualité, mais sans les payer trop cher, en circuit court. Nous avons ouvert fin 2018. Il nous a fallu deux ans pour concrétiser le projet.» Deux ans au cours desquels les bénévoles montent d'abord un groupement d'achats en commun, avant de trouver un lieu dans le nord de Clermont-Ferrand.

Deux salariées et des bénévoles

La coopérative compte 250 adhérents, dont 200 s'engagent activement pour la faire tourner. Ce sont surtout des retraités ou des jeunes adultes sans enfants – les familles sont rares, car l'offre, pas assez large, ne répond pas à tous leurs besoins. Deux salariées, Sandrine et Nathalie, présentes en permanence, assurent la continuité, mais tout le monde apporte sa pierre à l'édifice en fonction de ses goûts : l'un préfère mettre les marchandises en

rayon, l'autre, servir les fromages à la coupe... «Nous ne sommes pas dans une boutique traditionnelle : tout est plus long, les gens peuvent oublier, d'une perm à l'autre, comment faire», sourit Sandrine. Certains évitent de tenir la caisse. «Même si nous sommes bénévoles, il faut être rigoureux. On a déjà refusé une livraison de poissons parce qu'ils étaient à 6 °C au lieu de 4 °C. La chaîne du froid doit être respectée!», rappelle Stéphanie. Un petit groupe se partage des tâches plus chronophages : démarchage et suivi des fournisseurs, entretien du local, comptabilité, gestion des adhérents et communication. «On vient à la coop pour la qualité des produits, pour l'éthique. Afin d'échapper à l'emprise de la grande distribution et de l'hyperconsommation. Aussi parce que c'est convivial, énumèrent les volontaires. Et pour les prix.»

>>>



À la Coop des Dômes, les adhérents tissent aussi des liens.

R. DAMORET/REA

>>> Une étude réalisée il y a deux ans montre que les tarifs des fruits et légumes, presque tous bios, sont, en moyenne, 35% moins élevés que leurs équivalents en grandes surfaces ou en boutiques bios. Côté épicerie, ça coûte environ 10% moins cher, à l'exception de quelques produits locaux. Des tarifs possibles grâce au bénévolat et à l'absence d'intermédiaires entre le point de vente et ses fournisseurs. «*Nous effectuons un travail de sélection important sur l'origine des aliments et leur composition*», explique Sandrine. Près de 70 producteurs de la région, agriculteurs et artisans, approvisionnent le magasin en lait, yaourts, viande, charcuteries, etc. Si les autres articles proviennent d'industriels, pour la plupart en bio, les produits ultratransformés sont rares. «*Chacun peut écrire ses remarques et proposer de nouvelles références dans un cahier de suggestions, à disposition à la caisse*», ajoute-t-elle. Pour alléger le travail des adhérents, quelques dizaines de bénévoles supplémentaires seraient les bienvenus. L'organisation, peu coercitive, ne pénalise pas ceux qui manquent à leurs obligations – elle préfère fonctionner sur la base du volontariat. Car l'engagement dans le projet collectif reste le moteur de la Coop des Dômes. «*Il est nécessaire que le consommateur se réapproprie son alimentation et le lien avec les producteurs*», conclut Étienne, un autre bénévole. Un besoin partagé : il existe désormais plusieurs dizaines d'épicerie coopératives ou associatives en France.

Et aussi ... Les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap), les colis, les cueillettes à la ferme, les applis d'inventus alimentaires (Too Good To Go, Phenix), l'initiative Zéro déchet de Roubaix, les poulaillers partagés, les achats en vrac sur Reseauvrac.org, le glanage solidaire pour les ménages modestes (Resosolidaire.fr), etc.



Voyages Dormir gratuite

Avant d'emménager dans son appartement, Prunel a roulé sa bosse un peu partout en Europe et en Afrique. «*Pendant deux ans, j'ai parcouru plusieurs pays où l'on m'a offert l'hospitalité. Dès que j'arrivais quelque part, je cherchais un endroit où dormir. En parallèle, je m'étais inscrite sur des sites internet mettant en contact des voyageurs avec des habitants qui acceptent de les accueillir gratuitement.*» Une fois de retour à Marseille (13), Prunel a continué à faire du couchsurfing, mais cette fois en tant qu'hôte. «*On me contacte régulièrement pour une ou plusieurs nuits. Si je peux, c'est avec plaisir.*» Tout comme Hugo, qui est



Le couchsurfing permet de s'immerger dans la culture locale.

M. JAEGER/LAIF-REA



Santé Quand la

En 2014, l'équipe municipale fraîchement élue du village de Saint-Germain-des-Prés (45) lance le projet d'une mutuelle communale. Objectif : proposer une couverture santé aux retraités ou aux chômeurs de la commune, pour lesquels un contrat à titre individuel représente un coût trop élevé. Épaulé par deux adjointes, Serge Kock, alors conseiller municipal, contacte une vingtaine d'organismes. Les pourparlers sont difficiles car l'équipe a une exigence :

ment chez l'habitant

depuis longtemps un inconditionnel de la pratique. «*Au cours de mes nombreux séjours à l'étranger, j'ai souvent été amené à être hébergé par des inconnus. Il y a un an, j'ai voulu, moi aussi, proposer un couchage aux personnes de passage.*» Il en a accueilli une dizaine dans son appartement toulousain (31). «*Bien sûr, l'aspect financier entre en ligne de compte dans le couchsurfing. Pouvoir être logé partout dans le monde sans rien payer, c'est une chance. Néanmoins, la gratuité n'est pas la motivation principale des couchsurfeurs. Ce qu'ils cherchent avant tout, c'est la possibilité de s'immerger dans la culture locale et de rencontrer des gens*», assure Hugo.

Ouvert à tous

Si les 18-35 ans constituent la grande majorité des adeptes, le couchsurfing est ouvert à tous. Le mieux, pour débiter, est de passer par une plateforme dédiée. Couchsurfing.com, l'application historique, est devenue payante il y a quelques mois (2 € par mois), mais d'autres, telles que Bewelcome.org ou Myweekendforyou.com, ont préservé leur gratuité. Des groupes Facebook ont aussi vu le jour (il en existe un pour chaque grande ville), cependant, les services sont limités au strict minimum



Autre tendance, l'hébergement contre du travail à la ferme, ou woofing (ici, chez Patrick Piriou à la Chèvrerie des sabotiers de Mecquignies – 59).

(pas d'avis, de descriptif, de localisation...).

«*Quel que soit le site choisi, il faut se présenter et bien décrire ce que l'on cherche. Mieux on remplit son profil, plus on a de chances d'obtenir des réponses positives à nos demandes d'hébergement*», conseille Prunel. Une fois décroché l'accord de principe d'un hôte, il reste à s'entendre sur les modalités pratiques du rendez-vous et les attentes de chacun. «*Il faut être clair sur ce que l'on souhaite. Souvent, quand je reçois des personnes chez moi, je dîne avec elles. Parfois, je les emmène visiter la ville ou je sors avec elles le soir,*

mais il n'y a aucune contrainte. Si je dois partir tôt le matin, il m'arrive de les laisser profiter du logement et ça se passe toujours très bien», affirme-t-elle. «*Rien n'est figé. Toutefois, on n'est pas à l'hôtel*, prévient Hugo. *Il y a une certaine obligation morale de discuter avec son hôte et de participer à la confection du repas.*»

Et aussi ... Le woofing (hébergement gratuit contre travail à la ferme), l'échange de maison, le home-sitting (garde de maison), le gamping (camping sur le terrain d'un particulier), les campings associatifs.

mairie devient courtier en assurances

«*Nous ne voulions pas de critère d'âge déterminant le niveau de cotisation.*» Le choix se porte sur Mutuelle de France unie, avec deux options : une couverture simple à 40 € par mois par personne et une autre à 70 €, plus complète. Motif supplémentaire de satisfaction pour Serge Kock, «*il n'y a pas de questionnaire de santé préalable ni de frais d'adhésion à payer. Il s'agit d'une mutuelle qui n'a pas d'actionnaires à rémunérer, ce qui lui permet de faire*

de telles offres». La mairie a négocié le contrat mais n'abonde pas : c'est à l'administré de payer l'intégralité de sa prime. Aujourd'hui, une centaine d'habitants de la bourgade ont souscrit cette complémentaire collective (les tarifs des deux options sont respectivement passés depuis à 53 et 78 € par mois). L'initiative a fait des émules : plus d'une vingtaine de localités des environs adhèrent désormais à cette démarche.



Saint-Germain-des-Prés (45) dispose aussi d'une maison de santé.



Travaux Des chantiers participatifs pour rénover sa maison

Baptiste touche enfin au but ! Après six ans de travaux, sa petite famille et lui devraient s'installer, d'ici à décembre, dans la partie ancienne du moulin de Viaigue. L'histoire commence en 1996, quand le paysagiste de profession, à la recherche d'une maison à restaurer, tombe sous le charme de cette vieille bâtisse située à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, à une vingtaine de kilomètres au sud de Nantes (44). Face à l'ampleur de la tâche, il se tourne vers le site Twiza.org. « En passant par cette plateforme spécialisée dans les chantiers participatifs, j'ai réussi à "recruter" de nombreux bénévoles dont l'aide a été précieuse, notamment au moment d'isoler les murs ou d'effectuer les enduits

à la chaux. » Erwan est l'un des volontaires les plus investis. « Je viens régulièrement, car j'y apprend beaucoup sur les techniques d'écoconstruction et sur la manière dont se déroule un chantier participatif. J'ai moi-même envie de me lancer un jour dans un projet de rénovation. » Baptiste le reconnaît : « Grâce à ces chantiers, j'ai sans aucun doute gagné du temps et de l'argent, mais j'ai surtout pu opérer des réfections que je n'aurais pas entreprises seul. Et puis, la force du groupe m'a poussé à ne jamais baisser les bras. » Mener à bien un chantier participatif nécessite néanmoins de respecter certaines règles. D'abord, « c'est d'utiliser des techniques qui intéressent le plus grand nombre. On mobilise plus en proposant de réaliser un enduit à la chaux ou une isolation terre-paille qu'un mur de parpaings, prévient Baptiste. Ensuite, il faut bien communiquer en amont, afin de donner envie aux bénévoles de participer aux travaux, et les accueillir dans de bonnes conditions. » L'organisateur se charge ainsi de fournir le matériel, la nourriture et la boisson. Il doit également créer une ambiance conviviale sur le chantier

et faire preuve de pédagogie. Dans l'idéal, il maîtrise les procédés qu'il entend mettre en œuvre, même s'il est toujours possible de recourir à des professionnels pour l'épauler. Twiza dispose d'ailleurs d'un réseau d'artisans prêts à transmettre leur savoir-faire et d'un groupement d'achats permettant de négocier moins cher les matériaux.

Utiliser les surplus

Faire des économies sur les matières premières, c'est aussi l'ambition de l'association Métabatik, qui récupère des surplus de chantiers de construction ou de rénovation et des éléments sur des bâtiments voués à la démolition. Portes et volets, grandes plaques de verre épais, cloisons mobiles, tuiles, carrelages, plaques d'isolant, évier, capteurs solaires ou encore caillebotis métalliques sont ensuite stockés sur un terrain près de Clermont-Ferrand (63) avant d'être revendus à des particuliers (moyennant une cotisation annuelle de 10 € à l'association), des architectes ou des artisans. Pas de quoi bâtir une maison entière, mais certains matériaux sont disponibles à un prix très bas, à l'instar de ces dizaines de portes-fenêtres en PVC presque neuves à 110 € pièce. Preuve de son intérêt pour la réduction des déchets dans le secteur du bâtiment, Métabatik bénéficie de financements publics nationaux et européens. De son côté, Baptiste n'en a pas fini avec les travaux. Il envisage de réhabiliter une dépendance et d'aménager les 6 700 m² de terrain qui entourent le moulin. « Mon ambition ? Tendre vers une autonomie en énergie, en eau et en nourriture. Il y a 20 ans, on m'aurait traité de marginal. Mais dans le contexte actuel, mon projet fait sens. »



Baptiste restaure un ancien moulin en faisant appel à Twiza, réseau d'entraide pour un habitat écologique.

A. MARTIN

Et aussi... Des sites qui recensent les acteurs du réemploi dans le bâtiment : Materiauxreemploi.com, Opalis.eu, Carteco-ess.org. L'association Compagnons bâtisseurs aide les ménages modestes à faire des réparations ou à rénover leur logement.



Équipement de la maison

Vive le partage et la récup !

Tout près de Paris, la bibliothèque d'objets de Montreuil (93), la BOM, a vu le jour, en avril. On peut y emprunter plus de 400 appareils, de la perceuse à la turbine à glace en passant par la machine à raclette, pour 1 à 10 € la semaine. Un tarif dérisoire qui est loin d'être la seule motivation des adhérents. À l'instar de Clara, qui avait besoin d'une meuleuse électrique. «*J'aurais pu en acheter une neuve pour quelques dizaines d'euros, mais je ne l'aurais utilisée qu'une fois et je refuse de contribuer à produire inutilement*», souligne-t-elle. Le réemploi fait d'ailleurs partie de l'ADN de la BOM. «*Plus de 80% des objets mis en location nous ont été donnés ou ont été achetés d'occasion. Avant de les mettre à la disposition de nos adhérents, nous nous assurons qu'ils sont en bon état et les réparons si nécessaire*», précise Tatjana, l'une des employées. Dans le même esprit, la BOM propose des ateliers où l'on confectionne des vêtements ou des instruments de musique à partir de matériaux de récupération. Les mercredis et samedis après-midi, les adhérents apprennent à réparer leurs appareils défectueux. C'est le cas de Charlie, venu avec son casque audio : «*Je me rends ici parce que je n'ai pas les moyens de m'en offrir un autre, et que je ne veux pas consommer de manière superflue. En plus, j'ai appris plein de choses*». Sim, l'un des réparateurs salariés, prévient : «*Nous ne sommes pas un service après-vente. Ensemble, nous essayons de trouver l'origine de la panne et d'en venir à bout. Dans 80% des cas, nous y parvenons. Ça évite de jeter et c'est gratifiant!*» Les bénéficiaires de l'atelier de corréparation sont invités à laisser un peu d'argent selon leurs moyens, en plus d'une adhésion libre à l'Observatoire du partage, l'association gestionnaire du lieu. Les revenus générés ne suffisent pas à payer la location et l'entretien de l'ancien centre de santé où elle est installée, ainsi que les quatre personnes qui l'animent. «*Nous vivons à 80% de subventions publiques, mais nous espérons accroître*



À la Bibliothèque d'objets de Montreuil (93), on peut réparer un appareil avec Tonton Sim ou en louer un.



notre part de revenus propres», conclut Tatjana, qui ambitionne de faire de la BOM une véritable «*maison du partage*».

Services contre compétences

Cet esprit de partage, on le retrouve dans le Réseau des accorderies de France (Accorderie.fr). Les adhérents y offrent leurs services en échange de «*chèques temps*» qui leur permettent de bénéficier des compétences des autres. «*Aider une personne à déménager peut donner la possibilité d'apprendre à souder ou d'être initié à la méditation*», explique Muriel Gervais, la coprésidente de l'accorderie Cœur des Bauges, entre Chambéry et Annecy (73 et 74). L'objectif est le même

dans l'atelier bois coopératif de Terra Preta, une association de Clermont-Ferrand (63), où l'on enseigne à fabriquer des meubles à partir de palettes. Parfois, le but est plus «*financier*» : à Courtenay (45), l'association de parents d'élèves du collège Aristide-Bruant permet aux familles d'économiser de 10 à 15 % sur les fournitures scolaires grâce à des achats groupés. «*Nous négocions les tarifs avec un fournisseur, puis des salariés d'un Esat [établissement médicosocial de travail protégé] mettent les commandes en cartons et livrent le tout au collège*», détaille Maïté Gendron, qui gère l'initiative.

Et aussi ... Repaircafe.org, Envie.org, Label-Emmaus.co, Mesvoisins.fr, Longuevieauxobjets.gouv.fr. Sans oublier les ressourceries, les boîtes à partage (à Lyon notamment), les boutiques sans argent (qui gèrent les dons entre particuliers), les plateformes de don (Donnons.org, Recupe.net, Geev.com), les sites internet ou les rayons de seconde main et les services de location (de vêtements, de meubles, de produits high-tech...).

>>>



Pierre permet à Deborah de pratiquer la permaculture dans son potager et chacun y trouve son compte.



Loisirs Plein de légumes sans presque rien dépenser

Deborah, qui vit à Saint-Priest, dans la banlieue lyonnaise (69), ne possède pas de potager. Quand elle a eu envie de jardiner, il y a quatre ans, elle a consulté le site Plantezchezvous.com, qui met en relation les jardiniers amateurs et les propriétaires de jardin. «*Je suis tombée sur l'annonce de Pierre, qui habitait à quelques centaines de mètres de chez moi. À la suite de problèmes de santé, il cherchait quelqu'un pour s'occuper de son potager. Je l'ai contacté et, depuis, je jardine chez lui*», explique cette cadre dynamique. Un temps d'adaptation a été nécessaire afin que ces deux-là s'approprient. «*J'ai toujours appliqué les techniques que m'avait transmises mon père, qui était maraîcher. Alors, lorsque Deborah m'a dit qu'elle voulait se lancer dans la permaculture, j'ai un peu rigolé*», reconnaît Pierre. Avant de me rendre compte

que ça fonctionnait. Finalement, on apprend beaucoup l'un de l'autre.» Selon les saisons, Deborah va chez Pierre une à trois fois par semaine : «*Il m'a donné la clé du portail, je viens quand je veux.*» Pierre, lui, intervient aussi de temps en temps sur les cultures. «*Chacun achète les semences qu'il souhaite faire pousser, on se répartit les récoltes et lorsqu'on a besoin de matériel, on partage les frais*», raconte Deborah. Le jardin a pris une place importante dans sa vie. *Il me permet non seulement de m'aérer l'esprit, mais aussi de manger toute l'année des légumes sains et goûteux, sans quasiment rien dépenser.*»

Et aussi ... D'autres sites de cojardinage (Pretersonjardin.com, Adoptematomate.com), les jardins partagés. Concernant la lecture, les boîtes à livres et le site Recyclivre.com. Les musées nationaux gratuits.



Transports

Pour Christine et son mari, David, c'est clair : «*Nous sommes venus à l'Apima à cause du coût des réparations chez un garagiste professionnel.*» L'Apima, pour Association populaire d'initiation à la mécanique automobile, est un garage associatif créé en 1983. Il se veut «*un lieu où l'on peut apprendre et partager ses connaissances*», indique Farid, jeune retraité et adhérent depuis plus de 15 ans. *Et aussi de rencontres.* S'y côtoient des ouvriers, des enseignants, des médecins, des musiciens... Ils y viennent «*pour l'ambiance*», et parce qu'ils ont «*envie de sortir de cette société de consommation et d'aider les autres*», souligne Christine. En contrepartie de 40 € par mois et d'un temps de bénévolat (pour la comptabilité, le nettoyage et l'entretien du local, la communication, etc.), initiés comme néophytes y trouvent tous les outils nécessaires à l'entretien de leur voiture. Le garage met à leur



L'association clermontoise Tous deux roues permet à ses adhérents de réparer eux-mêmes leur vélo.

Réparer son véhicule dans la bonne humeur

disposition outillage et ponts élévateurs, et trois salariés encadrent les adhérents. Côté argent, l'Apima revendique son indépendance : zéro subvention. Tout est financé par les cotisations des 380 membres et, parfois, par des dons. Gabriel, l'un des employés, explique que l'association a mis en place un fonds de solidarité, « afin de faire une avance à un adhérent qui ne peut pas payer ».

Apprendre aux gens à se débrouiller

Pour ceux qui préfèrent circuler à vélo, il y a Tous deux roues. Cette association d'autoréparation de bicyclettes, qui compte 400 adhérents, s'est installée dans une maison des quartiers nord de Clermont-Ferrand (63). L'emplacement offre de l'espace aux cyclistes, débutants ou confirmés, qui s'affairent sur les embrayages ou les freins moyennant une cotisation annuelle comprise entre 10 et 30 €.

Une vaste grange attenante regorge de vieux biclous rouillés aux roues voilées qui attendent qu'on les remette en état avant d'être revendus à un tout petit prix, ou qu'on y prélève des éléments à recycler. Soutenus par quelques autres volontaires, 3 salariés et 10 bénévoles font tourner la structure. « Il y a tous les âges et tous les milieux. Les gens viennent acheter un vélo d'occasion, bricoler, réparer... et également pour se rencontrer », raconte Anaïs, une des 10 bénévoles. Johan, 33 ans, « assure la perm » tous les vendredis et « prête main-forte aux adhérents. Voir qu'ensuite, ils arrivent à se débrouiller, c'est gratifiant ». Isabelle, 63 ans, fait partie des néophytes. Après avoir appris à changer les freins, elle démonte et remonte ses roues. Thierry, lui, apprécie « le stock important de pièces détachées d'occasion pas chères ». Enfin, Nicolas pense

qu'il faut « favoriser le vélo pour des raisons écologiques. Les gens doivent donc avoir confiance en eux, et savoir réutiliser, réparer... ».

Et aussi ... Garages associatifs, participatifs, solidaires ou selfgarages (location de ponts et matériel, mais pas de salariés pour encadrer), covoiturage (Mobicoop, Rézo Pouce pour le quotidien...), trains lents, etc.



À Clermont-Ferrand, l'Association populaire d'initiation à la mécanique automobile (Apima) a mis sur pied un garage associatif où initiés et néophytes se retrouvent.

R. DAMORET/REA